



Briefing
« Threats to international peace and security caused by terrorist acts »

New York, le 15 février 2024

Déclaration lue par Riccarda Chanda,
Représentante permanente adjointe de la Suisse

Madame la Présidente,

J'aimerais exprimer notre reconnaissance pour le rapport du Secrétaire général et remercier nos trois intervenants d'aujourd'hui pour leurs présentations.

Ce Conseil doit rester conscient de la menace que Daesh continue de représenter sur la paix et la sécurité internationale. Nous sommes notamment alertés par l'évolution de cette menace dans les zones de conflit et en particulier sur le continent africain. La convergence des conflits armés et du terrorisme, ainsi que la complexité du profil des acteurs, de leurs motivations et leurs objectifs, rendent l'élaboration de réponses adéquates et durables d'autant plus difficile.

Je voudrais souligner trois aspects qui nous paraissent particulièrement importants dans ce contexte.

Premièrement, les approches purement sécuritaires se sont souvent révélées inefficaces. L'action gouvernementale, accompagnée de violations des droits de l'homme, peut déclencher, alimenter et accélérer le recrutement par des groupes terroristes. Cela s'applique notamment aux contextes déjà marqués par des conflits et un manque d'inclusion et de gouvernance. D'où l'importance d'adopter des stratégies holistiques et inclusives pour nous attaquer aux facteurs sous-jacents du terrorisme et de l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme.

Deuxièmement, la prévention et la lutte contre le terrorisme sont de la responsabilité première des États. Cela signifie aussi la responsabilité de respecter pleinement toutes les obligations de droit international, en particulier du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Il s'agit de garantir une reddition des comptes, y compris pour les violences sexuelles et sexistes liées au terrorisme. Et surtout, il est important de nous prémunir contre tout nouveau grief qui serait ensuite exploité par des acteurs terroristes. Il est crucial que nous rompions ce cercle vicieux.

Troisièmement, il faut renforcer la confiance entre les acteurs de la sécurité et le public, comblant ainsi un fossé souvent exploité par les groupes terroristes et extrémistes violents. À cette fin, il faut une approche inclusive, sensible à la dimension du genre, et établir un

partenariat solide avec la société civile. L'approche nationale de la Suisse s'appuie sur la collaboration interdisciplinaire à tous les niveaux de gouvernement et avec les acteurs de la société civile. Afin de s'adapter aux évolutions, la Suisse évalue régulièrement son Plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent. La dernière édition – entrée en vigueur en 2023 – met désormais un accent sur les jeunes et l'utilisation responsable d'Internet.

Madame la Présidente,

Le Secrétaire général l'a constaté : la réponse à la menace posée par Daesh et des entités affiliées nécessite des réponses globales, multi-niveaux et multi-parties prenantes, en mettant l'accent sur la prévention. Faisons de la prévention une priorité politique comme le demande le Nouvel Agenda pour la Paix, y compris dans la lutte contre le terrorisme.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Madam President,

I would like to express our appreciation for the Secretary-General's report and thank our three speakers today for their presentations.

This Council must remain aware of the threat that Daesh continues to pose to international peace and security. We are particularly alerted by the evolution of this threat in conflict zones, and in particular on the African continent. The convergence of armed conflicts and terrorism, as well as the complexity of the actors' profiles, motivations and objectives, make it all the more difficult to develop appropriate and sustainable responses.

I would like to highlight three aspects that we consider particularly important in this context.

First, purely security-based approaches have often proved ineffective. Government action, accompanied by human rights violations, can trigger, fuel and accelerate the recruitment by terrorist groups. This is particularly true in contexts already marked by conflict and a lack of participation and governance. Hence the importance of adopting holistic and inclusive strategies to tackle the underlying factors of terrorism and violent extremism that can lead to terrorism.

Second, preventing and combating terrorism is the primary responsibility of States. This also means the responsibility to fully respect all obligations under international law, in particular international humanitarian law and human rights law. It means ensuring accountability, including for sexual and gender-based violence linked to terrorism. Above all, it's important to guard against any new grievances that could then be exploited by terrorist actors. It is crucial that we break this vicious circle.

Third, we need to build trust between security actors and the public, bridging a gap often exploited by terrorist groups and violent extremists. This requires an inclusive, gender-sensitive approach, and a strong partnership with civil society. Switzerland's national approach is based on interdisciplinary collaboration at all levels of government and with civil society players. To keep pace with developments, Switzerland regularly evaluates its National Action Plan to Combat Radicalization and Violent Extremism. The latest edition -

which comes into force in 2023 - focuses on young people and the responsible use of the Internet.

Madam President,

As the Secretary General has noted, responding to the threat posed by Daesh and affiliated entities requires comprehensive, multi-level and multi-stakeholder responses, with an emphasis on prevention. Let's make prevention a political priority, as called for in the New Agenda for Peace, including in the fight against terrorism.

I thank you.